

Service prévention des risques anthropiques  
1 Rue du Parlement  
BP 80556  
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

CHALONS-EN-CHAMPAGNE,  
le 07/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25 septembre 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE EUROPEENNE DE GALVANISATION**

10, route de Merviller  
54120 Baccarat

Références : 2024\_2393  
Code AIOT : 0006200030

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25 septembre 2024 dans la société EUROPÉENNE DE GALVANISATION implantée 10, route de Merviller à Baccarat (54120). L'inspection a été annoncée le 26/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La société EUROPÉENNE DE GALVANISATION a déposé en préfecture le 14 mars 2023 un dossier de réexamen pour son activité de galvanisation à chaud de pièces métalliques sur son site de BACCARAT, suite à la publication le 4 novembre 2022 des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les industries de transformation des métaux ferreux (FMP).

La société EUROPÉENNE DE GALVANISATION exploite des installations classées relevant des rubriques « 3000 » de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et considérées comme étant les plus polluantes. Ces installations sont donc visées par la directive sur les émissions industrielles (Directive 2010/75/UE), communément appelée « Directive IED », qui définit au niveau européen une approche intégrée de la prévention et de la réduction des pollutions émises par les installations industrielles et agricoles entrant dans son champ d'application, et qui prévoit le recours aux meilleures techniques disponibles (MTD) ainsi que le réexamen périodique des conditions de l'autorisation d'exploiter.

La réglementation française qui en découle prévoit, au travers des articles R. 515-70 et suivants du Code de l'environnement, la remise d'un dossier de réexamen dans lequel l'exploitant doit se positionner sur la mise en œuvre déjà effective de ces MTD, et le cas échéant prévoir les actions nécessaires à leur respect sous un délai de 4 ans à compter de la publication des conclusions sur les MTD fixées pour le secteur d'activité concerné.

C'est dans ce cadre que la SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE GALVANISATION a déposé en préfecture le 14 mars 2023 un dossier de réexamen pour son activité de galvanisation à chaud de pièces métalliques sur son site de BACCARAT, suite à la publication le 4 novembre 2022 des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les industries de transformation des métaux ferreux (FMP).

Dans le cadre de l'instruction et de l'analyse des éléments présentés dans ce dossier, l'inspection des installations classées a souhaité réaliser une inspection afin de pouvoir échanger avec l'exploitant du contenu du dossier et des compléments à apporter.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE EUROPEENNE DE GALVANISATION
- 10, route de Merviller 54120 Baccarat
- Code AIOT : 0006200030
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EUROPÉENNE DE GALVANISATION exerce une activité de galvanisation à chaud par trempage de pièces métalliques (charpente, matériel urbain, radiateur de transformateur, serrurerie et objet des particuliers) dans un bain de zinc en fusion après des pré-traitements permettant le nettoyage et la préparation des pièces sur le territoire de la commune de BACCARAT.

**Thèmes de l'inspection :**

- Réexamen IED – mise en œuvre des meilleures techniques disponibles (MTD)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 25/02/2010, article Article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Rapport de base	Code de l'environnement du 26/09/2024, article L. 515-30	Demande d'action corrective	6 mois
3	Contenu du dossier de réexamen	Code de l'environnement du 26/09/2024, article R. 515-72	Demande d'action corrective	6 mois
4	Positionnement vis-à-vis des BREFs transverses	Code de l'environnement du 26/09/2024, article R. 515-73 I	Demande d'action corrective	6 mois
6	Réexamen IED - FMP / MTD 3	Décision d'exécution du 11/10/2022, article MTD 3	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
7	Réexamen IED - FMP / MTD 4	Décision d'exécution du 11/10/2022, article MTD 4	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
9	Réexamen IED - FMP / MTD 19	Décision d'exécution du 11/10/2022, article MTD 19	Demande d'action corrective	6 mois
10	Réexamen IED - FMP / MTD 22	Décision d'exécution du 11/10/2022, article MTD 22	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
11	Réexamen IED - FMP / MTD 26	Décision d'exécution du 11/10/2022, article MTD 26	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Réexamen IED - FMP / MTD 2	Décision d'exécution du 11/10/2022, article MTD 2	Sans objet
8	Réexamen IED -	Décision d'exécution du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	FMP / MTD 6	11/10/2022, article MTD 6	
12	Réexamen IED - FMP / MTD 35	Décision d'exécution du 11/10/2022, article MTD 35	Sans objet
13	Réexamen IED - FMP / MTD 59	Décision d'exécution du 11/10/2022, article MTD 59	Sans objet

Par ailleurs, l'instruction du dossier a soulevé certaines questions qui n'ont pas pu être abordées lors de l'inspection :

- Concernant la MTD 5, le dossier mentionne que les OTNOC (conditions d'exploitation autres que normales) sont identifiées via l'analyse environnementale du site sans les détailler ni joindre l'analyse environnementale du site.
- Concernant la MTD 10, l'exploitant mentionne dans son dossier qu'un audit énergétique est prévu en 2024. Si cet audit énergétique est réalisé, il apparaît intéressant pour l'inspection que les conclusions de cet audit soient valorisées dans la révision du dossier de réexamen IED.
- Concernant la MTD 12, il convient de clarifier la périodicité d'élimination des boues issues du nettoyage des bains de dégraissage. En effet, dans le dossier, il est mentionné deux périodicités différentes concernant ce nettoyage : « une fois par an » (point e) et « une fois tous les deux ans » (point f), page 17/47 du dossier.
- Concernant la MTD 20, l'exploitant doit justifier en quoi la technique b est sans objet.

Il convient pour l'exploitant d'apporter les éléments de réponses à ces questions dans le cadre de la révision de son dossier de réexamen IED. Les points soulevés ci-dessus et ci-après ne sont pas exhaustifs, il appartient à l'exploitant de vérifier l'ensemble de son dossier de réexamen IED.

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée le 25 septembre s'inscrivait dans le cadre de l'instruction du dossier de réexamen déposé en préfecture le 14 mars 2023 par la société EUROPÉENNE DE GALVANISATION pour son activité de galvanisation à chaud de pièces métalliques, suite à la publication le 4 novembre 2022 des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les industries de transformation des métaux ferreux (FMP). Elle visait à vérifier et clarifier certains éléments du dossier : affirmations non démontrées, conformité effective à certaines MTD.

Il s'agit pour la société EUROPÉENNE DE GALVANISATION de son premier réexamen. En parallèle de ce premier réexamen, l'exploitant devait aussi déposer un rapport de base ayant vocation à constituer un « point zéro » de l'état des sols et des eaux souterraines.

Cette inspection a permis de constater que ce dossier de réexamen IED n'était pas suffisamment détaillé et ne correspondait pas forcément à la réalité d'exploitation du site de Baccarat, et d'acter que l'exploitant ne disposait pas de rapport de base.

L'inspection attend de l'exploitant qu'il dépose un nouveau dossier de réexamen IED répondant aux exigences de l'article R. 515-72 du Code de l'environnement et apportant les éléments de réponses suites aux interrogations et remarques soulevées lors de l'inspection. L'inspection attend également que l'exploitant décrive l'état des sols et des eaux souterraines dans un rapport de base qu'il devra déposer en même temps que son nouveau dossier de réexamen.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Nature des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2010, article Article 3			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nomenclature ICPE			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Rubriques ICPE	Désignation de l'activité	Caractéristiques	Régime
2565-2	Traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique par des procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium et à l'exclusion de la viroabrasion) le volume des cuves de traitement étant supérieur à 1500 litres.	9 bains de rinçage de 85m3 chacun (un bain de dégraissage, cinq bains de décapage, un bain de fluxage et un bain de dézingage)	A
2567	Galvanisation des métaux.	550 tonnes de zinc à 450°C	A
2910.A.2	Combustion. Lorsque les produits consommés seuls ou en mélange sont exclusivement du fioul domestique ou du gaz naturel et si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 2MW mais inférieure ou égale à 20MW	Four de fusion du zinc, panneaux radiants et brûleurs auxiliaires pour séchage et chauffage de l'eau des cuves d'une puissance cumulée de 5,4MW	DC
<b>Constats :</b> <p>Par courrier préfectoral du 14 mars 2014, il a été acté, suite à proposition de l'exploitant, la rubrique 3230c comme rubrique principale de l'installation au titre de la réglementation IED et les conclusions sur les MTD FMP comme conclusions relatives à la rubrique principale de l'exploitation.</p> <p>Par courrier du 31 mai 2016, l'exploitant a informé la préfecture de la mise à jour du classement ICPE du site avec un tableau de classement et a demandé à bénéficier des droits acquis. Le tableau de classement mentionne les rubriques suivantes (ne sont reprises ici que les rubriques en lien avec le statut « IED » du site) :</p>			
Rubrique ICPE	Libellé	Volume de l'activité	Régime
2565.2.a	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc.) par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surface visée à la rubriques 2564 et du nettoyage-dégraissage visé par la rubrique 2563. 2. Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium ni de cyanure, et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 1500 l	765 000 litres	A
2567.1.a	Galvanisation, étamage de métaux ou	77 117 litres	A

	revêtement métallique d'un matériau quelconque par un procédé autre que chimique ou électrolytique. 1. Procédés par immersion dans métal fondu, le volume des cuves étant à 1000 l		
3230.c	Transformation des métaux ferreux Application de couches de protection de métal en fusion avec une capacité de traitement supérieure à 2 tonnes d'acier brut par heure	8,1 tonnes/heure	A

Lors de l'inspection, les inspecteurs ont vérifié le classement ICPE du site concernant les rubriques de la nomenclature dites « IED ». Les rubriques historiques applicables au site avant la création des rubriques étaient les rubriques 2565 et 2567. Dans le cadre de la réglementation IED, deux rubriques IED ont été créées concernant l'activité du site : 3230 et 3260. Ci-après le tableau de classement concernant ces rubriques ICPE du site suite à discussion lors de l'inspection :

Rubrique ICPE	Désignation de l'activité	Volume d'activité	Régime
2767-1.a	Galvanisation, étamage de métaux ou revêtement métallique d'un matériau quelconque par un procédé autre que chimique ou électrolytique. 1. Procédés par immersion dans métal fondu, le volume des cuves étant supérieur à 1000 l	1 cuve de 89,9 m <sup>3</sup> de zinc, soit 89 900 l	A
3230-c	Traitement de matériaux ferreux : Application de couches de protection de métal en fusion avec une capacité de traitement supérieure à 2 tonnes d'acier brut par heure	8,1 tonnes / heure	A
3260	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes	630,8 m <sup>3</sup> A savoir : 1 cuve de dégraissage-phosphatation (89,9 m <sup>3</sup> ), 5 cuves de décapage (400 m <sup>3</sup> ), 1 cuve de dézingage (58.3 m <sup>3</sup> ), et 1 cuve de fluxage (82,6 m <sup>3</sup> )	A

A noter que :

- en application de l'article 2 de l'arrêté ministériel relatif à la rubrique 2565 du 9 avril 2019, la cuve des bains de rinçage n'est pas à prendre en compte dans la détermination du volume de classement,
- la capacité d'une cuve est définie comme étant le volume maximal des bains qu'elle contient dans des conditions normales d'utilisation, tel que préconisé par le fabricant et non pas le volume géométrique,
- la première cuve, décrite comme une cuve de dégraissage, s'apparente à une cuve de phosphatation du fait de la présence d'acide phosphorique ; il s'agit donc d'une opération de traitement de surface, à classer au même titre que le décapage. En conséquence un classement sous la rubrique 3260 est à retenir.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il convient pour l'exploitant de vérifier les volumes d'activités renseignés ci-dessus pour les rubriques 2567, 3230 et 3260, et par la même occasion de transmettre à l'inspection des

installations classées un tableau de classement complet et à jour des rubriques.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 2 : Rapport de base

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement (version en vigueur), article L. 515-30
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réexamen IED
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>L'état du site d'implantation de l'installation est décrit, avant sa mise en service ou, pour les installations existantes, lors du premier réexamen conduit en application de l'article L. 515-28 après le 7 janvier 2013, dans un rapport de base établi par l'exploitant dans les cas et selon le contenu minimum prévus par le décret mentionné à l'article L. 515-31 [article R. 515-59 I 3° du Code de l'environnement].</i> [...]
<b>Constats :</b> Le rapport de base est un document ayant vocation à constituer un « point zéro » de l'état des sols et des eaux souterraines, servant ensuite d'objectif de dépollution lors d'une cessation d'activité. Ce rapport de base aurait dû être déposé par l'exploitant au moment du dépôt de son premier dossier de réexamen IED. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il ne disposait pas d'un rapport de base.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant devra fournir à l'inspection : <ul style="list-style-type: none"> <li>un bon de commande signé portant sur la réalisation des prestations nécessaire à la rédaction du rapport de base - sous 2 mois ;</li> <li>le rapport de base tel que défini à l'article R. 515-59 I 3° du Code de l'environnement - sous 6 mois.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois / 6 mois

## N° 3 : Contenu du dossier de réexamen

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 26/09/2024, article R. 515-72
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réexamen IED
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>Le dossier de réexamen comporte :</i> 1° Des éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation portant sur les meilleures techniques disponibles, prévus au 1° du I de l'article R. 515-59, accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68 ; 2° L'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70 ; 3° A la demande du préfet, toute autre information nécessaire aux fins du réexamen de l'autorisation, notamment les résultats de la surveillance des émissions et d'autres données permettant une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables et les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles.
<b>Constats :</b> La société EUROPÉENNE DE GALVANISATION a déposé en préfecture le 14 mars 2023 un dossier de réexamen pour son activité de galvanisation à chaud de pièces métalliques sur son site de BACCARAT, suite à la publication le 4 novembre 2022 des conclusions sur les MTD pour les industries de transformation des métaux ferreux : BREF (Best Reference Documents) « FMP ».

<p>Ces conclusions figurent dans la Décision d'exécution (UE) 2022/2110 de la commission du 11 octobre 2022, publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 11 novembre 2022.</p> <p>L'exploitant a présenté dans son dossier de réexamen IED une analyse du fonctionnement de son installation avec les MTD applicables pour BREF FMP. Ce dossier ne présentait toutefois pas le positionnement de l'exploitant vis-à-vis des NPEA-MTD (niveaux de performance environnementale associés aux meilleures techniques disponibles) et NEA-MTD (niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles), ainsi que l'avis sur la nécessité d'actualiser les prescriptions de son dossier comme cela est demandé à l'article R. 515-72 du Code de l'environnement. Aussi, l'analyse des éléments présentés dans ce dossier a conduit l'inspection à réaliser une inspection pour faciliter l'instruction de ce dossier.</p> <p>L'inspection a mis en évidence que l'analyse qui a été faite dans le dossier de réexamen ne correspondait pas toujours à la réalité du site et de son exploitation, sur plusieurs aspects qui sont détaillés notamment dans les constats qui suivent.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il convient pour l'exploitant de revoir son dossier de réexamen afin notamment que son contenu corresponde à la réalité de son activité, qu'il mentionne, si besoin, les actions nécessaires pour respecter les MTD ou les éventuelles demandes de dérogations sollicitées, et enfin qu'il réponde aux exigences de l'article R. 515-72 du Code de l'environnement.</p> <p>Il est à noter, qu'en application de l'article R. 515-70-I du Code de l'environnement, les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations classées sous une rubrique IED d'un établissement sont réexaminées au regard des MTD et respectées par l'exploitant, dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal Officiel de l'Union Européenne des décisions concernant les nouvelles conclusions sur les MTD relatives à la rubrique principale de l'établissement. S'agissant des installations classées concernées par la rubrique principale 3230-c, cette exigence s'applique donc pour le 11 novembre 2026 pour l'exploitant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 4 : Positionnement vis-à-vis des BREFs transverses

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement (version en vigueur), article R. 515-73 I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réexamen IED
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>Le réexamen tient compte de toutes les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou de toute mise à jour de celles-ci applicables à l'installation, depuis que l'autorisation a été délivrée ou réexaminée pour la dernière fois.</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dossier de réexamen IED déposé par l'exploitant se positionne sur les MTD et le document BREF sectoriel concernant la transformation des métaux ferreux (BREF FMP) qui constitue son cœur d'activité. Il ne se positionne toutefois pas sur les autres BREFs transverses qui s'appliquent à son activité, en particulier les BREFs EFS sur les émissions dues aux stockages et ENE sur l'efficacité énergétique</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>La révision du dossier de réexamen IED évoquée au constat précédent doit tenir compte de toutes les nouvelles conclusions sur les MTD ou de toute mise à jour de celles-ci applicables à l'installation, depuis que l'autorisation a été délivrée ou réexaminée pour la dernière fois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 5 : Réexamen IED - FMP / MTD 2**

<b>Référence réglementaire :</b> Décision d'exécution du 11 octobre 2022, MTD 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, IED - Performance environnementale générale
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>Établir, tenir à jour et réviser régulièrement (notamment lorsqu'un changement notable se produit), un inventaire des produits chimiques entrant dans les procédés et des flux d'effluents aqueux et gazeux, dans le cadre d'un Système de management environnemental (SME) (voir la MTD 1)</i>
<b>Constats :</b> Le process de traitement des métaux ne génère aucun effluent aqueux, uniquement des déchets liquides. Les effluents gazeux font l'objet d'un suivi conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral encadrant l'activité du site (arrêté préfectoral complémentaire n° 2009/447 du 25 février 2010) et sont enregistrés dans un logiciel. Le dossier de réexamen IED mentionne que les informations sur la quantité ou les caractéristiques des produits chimiques entrant dans les procédés sont reprises dans l'analyse des risques chimiques via le logiciel SEIRICH. Or il est apparu que ce logiciel (développé par l'INRS) n'est toutefois pas utilisé par l'exploitant. Concernant l'inventaire des produits chimiques utilisés sur le site, il apparaît que cet inventaire n'est pas à jour. Par exemple, cet inventaire mentionne le chlorure de zinc en produit utilisé seul, alors que ce dernier n'est présent que dans un mélange prêt à l'emploi, appelé « JTECH FLUX 2800 » composé de chlorure d'ammonium et de chlorure de zinc. Il convient pour l'exploitant de vérifier l'inventaire des produits chimiques du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Réexamen IED - FMP / MTD 3**

<b>Référence réglementaire :</b> Décision d'exécution du 11 octobre 2022, MTD 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, IED - Performance environnementale générale
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>Mettre en place et appliquer un système de gestion des produits chimiques (SGPC) dans le cadre du SME (voir la MTD 1)</i>
<b>Constats :</b> Le dossier de réexamen IED mentionne que chaque nouveau produit entré sur site est préalablement évalué et accepté par le groupe EUROPÉENNE DE GALVANISATION, et que les produits utilisés sont les moins nocifs. Les inspecteurs ont souhaité consulter un exemple d'évaluation ayant conduit à un refus et un exemple d'évaluation ayant conduit à une acceptation. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter ces exemples d'évaluation en raison de leur dispositif d'archivage.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Dans le cadre de la révision de son dossier de réexamen IED, il appartient à l'exploitant d'apporter des informations complémentaires pour justifier du respect de la MTD 3, notamment concernant la politique de réduction de la consommation des produits chimiques et des risques liés à ces derniers définis sur le site, ou le cas échéant définir des actions. A cette occasion, il pourra intégrer un exemple d'évaluation ayant conduit à un refus et un exemple d'évaluation ayant conduit à une acceptation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 7 : Réexamen IED - FMP / MTD 4**

<b>Référence réglementaire :</b> Décision d'exécution du 11 octobre 2022, MTD 4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, IED - Performance environnementale générale

<b>Prescription contrôlée :</b> <i>Appliquer les techniques :</i> a) <i>Établissement et mise en œuvre d'un plan de prévention et de contrôle des fuites et des déversements</i> b) <i>Utilisation de bacs de rétention ou de caves étanches à l'huile</i> c) <i>Prévention et traitement des déversements et des fuites d'acide</i>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant déclare réaliser des contrôles visuels de l'état et de la présence de fuites au niveau des cuves de traitement et des rétentions. Ces contrôles sont réalisés à chaque tournée journalière de la maintenance depuis les chemins qui surplombent les cuves, et une fois par an depuis le chemin situé au pied des cuves. L'inspection a constaté que le contrôle visuel journalier n'était pas tracé dans la grille papier de la maintenance sur laquelle figure d'autres types de vérifications (suivi de paramètres liés au process).</p> <p>L'exploitant déclare également réaliser un contrôle du fonctionnement des alarmes de niveau pour les cuves qui en sont équipées. Ce contrôle est réalisé tous les six mois, et consiste à créer un court-circuit qui déclenche l'alarme. Or l'inspection a constaté, en consultant le logiciel de GMAO (Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur) qu'entre mars 2023 et août 2024, il n'y avait pas eu de contrôle sur ces alarmes de niveaux.</p> <p>Lorsque l'exploitant constate une fuite ou un appareil qui ne fonctionne pas, il engage des actions de réparation. Ainsi, par exemple, la revue de direction en 2023 mentionne plusieurs pannes concernant le dispositif d'aspiration situé au-dessus de la cuve de zinc. L'exploitant a indiqué à l'inspection à ce sujet qu'il réfléchissait à changer de dispositif d'aspiration.</p> <p>L'inspection constate qu'il n'existe pas de programme de maintenance préventive et que l'exploitant réalise surtout une maintenance curative via le traitement des fuites et la réparation du matériel défectueux.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il appartient à l'exploitant de réfléchir à l'aspect préventif de la maintenance pour pouvoir éventuellement compléter son positionnement concernant la MTD 4.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 8 : Réexamen IED - FMP / MTD 6

<b>Référence réglementaire :</b> Décision d'exécution du 11 octobre 2022, MTD 6
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, IED - Surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>Surveiller, au moins une fois par an la consommation annuelle d'eau, d'énergie et de matières ; la production annuelle d'eaux usées ; la quantité annuelle de chaque type de résidus générés et de chaque type de déchets à éliminer</i>
<b>Constats :</b> <p>Le dossier de réexamen IED mentionne qu'une revue qui présente les résultats annuels est réalisée en début d'année et est présentée au CSE et lors de la revue de direction. Le dossier indique également qu'un « SRR » est établi. L'exploitant n'a pas su expliciter à l'Inspection ce que signifie « SRR ».</p> <p>Concernant la consommation annuelle d'eau, l'exploitant a présenté à l'inspection la déclaration qu'il a faite en 2022 à l'agence de l'eau. Cette déclaration mentionne une consommation annuelle de 511 m<sup>3</sup> d'eau et 0 m<sup>3</sup> d'eau de process rejetée. Cette déclaration mentionne également les quantités de matière consommée par le process.</p> <p>La maintenance fait une relève du compteur d'eau du site chaque mois dans le cadre du suivi de la consommation en eau.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'Inspection suppose que le terme « SRR » évoqué par l'exploitant correspond au Suivi Régulier

des Rejets, mis en place par l'agence de l'eau pour le calcul des redevances, mais s'interroge dans ce cas sur la cohérence de ce terme avec l'absence de rejet aqueux. Il appartient à l'exploitant vérifier ce qu'il entendait par « SRR » dans son dossier de réexamen, et le cas échéant compléter son positionnement vis-à-vis de cette MTD.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Réexamen IED - FMP / MTD 19

<b>Référence réglementaire :</b> Décision d'exécution du 11 octobre 2022, MTD 19
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, IED - Consommation d'eau et production d'eaux usées
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>Appliquer à la fois les techniques a) et b) et une combinaison appropriée des techniques c) à h) indiquées ci-dessous :</i> <i>a) Plan de gestion de l'eau et audits de l'eau</i> <i>b) Séparation des flux d'eaux</i> <i>c) Réduction au minimum de la contamination de l'eau de procédé par des hydrocarbures</i> <i>d) Réutilisation et/ou recyclage de l'eau</i> <i>e) Rinçage en cascade à contre-courant</i> <i>f) Recyclage ou réutilisation de l'eau de rinçage</i> <i>g) Traitement et réutilisation des eaux de procédé contenant de l'huile et de la calamine lors du laminage à chaud</i> <i>h) Décalaminage par pulvérisation d'eau piloté par des capteurs lors du laminage à chaud</i>
<b>Constats :</b> Le dossier de réexamen IED mentionne qu'une surveillance de la qualité des eaux pluviales et des piézomètres (nappe profonde) est réalisée, et que l'eau sanitaire est récupérée par une micro-station. Pour le reste, l'exploitant considère que les techniques de la MTD 19 ne s'appliquent pas car « pas d'objet à l'Européenne de Galvanisation ». Or, lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que l'eau de rinçage était réutilisée pour l'appoint des autres cuves. Et outre l'alimentation en eau potable, les eaux pluviales, les eaux souterraines et les eaux sanitaires évoquées dans le dossier, il existait également un circuit d'eau de refroidissement. Ces informations ont vocation à figurer dans le plan de gestion de l'eau et être intégrées pour les audits de l'eau.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Dans le cadre de la révision de son dossier de réexamen IED, il appartient à l'exploitant d'apporter des informations complémentaires pour justifier du respect de la MTD 19, en intégrant l'ensemble des sources d'utilisation de l'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 10 : Réexamen IED - FMP / MTD 22

<b>Référence réglementaire :</b> Décision d'exécution du 11 octobre 2022, MTD 22
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, IED - Émissions atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>Dues au chauffage</i> <i>Utiliser soit de l'électricité produite à partir de sources d'énergie non fossiles, soit une combinaison appropriée des techniques indiquées ci-dessous :</i> <i>a) Utilisation d'un combustible ou d'une combinaison de combustibles à faible potentiel de formation de NOx</i> <i>b) Automatisation et commande du four</i> <i>c) Optimisation de la combustion</i> <i>d) Brûleurs bas NOx</i> <i>e) Recirculation des gaz de combustion</i>

<p>f) Limitation de la température de préchauffage de l'air</p> <p>g) Combustion sans flamme</p> <p>h) Oxycombustion</p> <p>i) Réduction catalytique sélective (SCR)</p> <p>j) Réduction non catalytique sélective (SNCR)</p> <p>k) Optimisation de la conception et de l'exploitation de la SNCR/SCR</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dossier de réexamen IED mentionne que le site utilise la combinaison des techniques a, b et c :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• du gaz naturel comme seul combustible</li> <li>• un automate qui gère en continu la chauffe de la zone haute et de la zone basse de la cuve zinc,</li> <li>• l'optimisation de la combustion par vanne brûleur et un suivi par la maintenance</li> </ul> <p>Le reste est considéré comme non applicable par manque de place, par absence de réduction catalytique sélective (SCR) et de réduction non catalytique sélective (SNCR), ou sans explication (techniques f et h). Ainsi, par exemple, il a été constaté lors de l'inspection que les fumées du four de chauffe de la cuve de zinc sont valorisées dans le séchoir. Pourtant le dossier mentionne que la technique e (recirculation des gaz de combustion) n'est pas applicable. De même, la non mise à œuvre de la technique f (limitation de la température de préchauffage de l'air) et le caractère non applicable de la technique h (oxycombustion) ne sont pas justifiés.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Dans le cadre de la révision de son dossier de réexamen IED, il appartient à l'exploitant d'apporter des informations complémentaires pour justifier du respect de la MTD 22.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

#### N° 11 : Réexamen IED - FMP / MTD 26

<p><b>Référence réglementaire :</b> Décision d'exécution du 11 octobre 2022, MTD 26</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, IED - Efficacité énergétique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>Afin de réduire les émissions atmosphériques de poussières et de zinc dues au trempage à chaud après fluxage lors de la galvanisation continue des fils et de la galvanisation discontinue, la MTD consiste à réduire la production d'émissions en appliquant la technique b) ou les techniques a) et b), à collecter les émissions en appliquant la technique c) ou la technique d), et à traiter les gaz résiduels en appliquant la technique e) indiquée ci-dessous.</i></p> <p>(...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dossier de réexamen IED mentionne une application des techniques a, b, et c :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• agent de fluxage composé de chlorure de zinc (25-50%) et de chlorure d'ammonium (20-30%)</li> <li>• temps d'égouttage en sortie de fluxage</li> <li>• hotte d'aspiration des fumées du bain proche de la surface</li> <li>• filtres à manche et chaux hydratée</li> </ul> <p>L'exploitant a indiqué la présence d'une aspiration des fumées uniquement au droit de la cuve de zinc. Lors de la visite terrain, les inspecteurs ont constaté la présence d'un brouillard de fumées dans le hangar où se situent les cuves de traitement, ce qui questionne sur la suffisance et le caractère fonctionnel de la hotte d'aspiration le jour de l'inspection.</p> <p>Les inspecteurs ont pu constater lors de la visite terrain que les pièces en sortie de fluxage sont effectivement suspendues le temps de l'égouttage des pièces.</p> <p>Concernant les agents de fluxage, la MTD énonce que le chlorure d'ammonium est partiellement remplacé par d'autres chlorures alcalins (par exemple, le chlorure de potassium) afin de réduire la formation de poussières. Les inspecteurs ont consulté la fiche de données de sécurité (FDS) de l'agent de fluxage utilisé sur le site : le « JTECH FLUX 2800 ». Il s'agit d'un mélange se compose de</p>

chlorure d'ammonium et de chlorure de zinc. La FDS mentionne un pH de 3-5 à une température de 20°C, ce qui classe se mélange comme agent acide ; or la MTD évoque la substitution du chlorure d'ammonium par des chlorures alcalins.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Dans le cadre de la révision de son dossier de réexamen IED, il appartient à l'exploitant d'apporter des informations complémentaires pour justifier du respect de la MTD 26, et de prospecter sur la faisabilité du remplacement du chlorure d'ammonium.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 12 : Réexamen IED - FMP / MTD 35

<b>Référence réglementaire :</b> Décision d'exécution du 11 octobre 2022, MTD 35
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, IED - Résidus
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>Éviter l'élimination des résidus contenant du zinc en appliquant toutes les techniques indiquées ci-dessous :</i> a) <i>Recyclage des poussières des filtres en tissu</i> b) <i>Recyclage des cendres et de l'écume de zinc</i> c) <i>Recyclage des mattes de fond</i>
<b>Constats :</b> Le dossier de réexamen IED mentionne que le traitement des fumées du bain de zinc est réalisé à la chaux hydratée. L'exploitant a précisé que ce traitement ne permet pas en l'état de la technique, de récupérer les chlorures présents dans la chaux. Il permet uniquement de récupérer le zinc. Le dossier mentionne également que le recyclage des cendres et écumes de zinc et des mattes de fonds est effectué hors site par un prestataire. Les inspecteurs ont consulté un bordereau de suivi de déchet sur « Trackdéchets » et ont pu vérifier que les cendres sont effectivement valorisées. Concernant les mattes de fonds, leur valorisation permet de récupérer un zinc dit de « deuxième fusion » que l'exploitant indique utiliser dans son process.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 13 : Réexamen IED - FMP / MTD 59

<b>Référence réglementaire :</b> Décision d'exécution du 11 octobre 2022, MTD 59
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, IED - Résidus
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>Récupérer les solutions de dézingage usées et/ou le ZnCl<sub>2</sub> et le NH<sub>4</sub>Cl qu'elles contiennent.</i>
<b>Constats :</b> Le dossier de réexamen IED mentionne que le bain de dézingage est éliminé auprès de prestataire agréé pour le recyclage et la récupération des matières inorganiques qu'il contient. Les inspecteurs ont consulté un bordereau de suivi de déchet sur « Trackdéchets » concernant les eaux de dézingage. Le bordereau consulté daté de mars 2024 mentionne effectivement une opération de valorisation des eaux de dézingage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite